

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue de Belle Eau
73000 Chambéry

Chambéry, le 24/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



AXIA

ZI Route de l'Industrie
73540 ESSERTS BLAY

Références : 20220506-RAP-AxiaLB-Inspection-Georisques-v1

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2022 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présent rapport, établi suite à la visite d'inspection inopinée du site AXIA d'Essrts-Blay, concerne spécifiquement le contrôle d'avancement de la **procédure de cessation d'activité de l'ancienne partie du site, située sur le territoire de la commune de La Bâthie**, et notamment sur les suites réservées à l'arrêté de mise en demeure du 16/03/2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY
- Code AIOT dans GUN : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Staut IED : IED - MTD

Par arrêté préfectoral du 4/02/2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets.

L'exploitant a par la suite mis fin aux activités exercées sur la commune de La Bâthie.

Un arrêté préfectoral du 1/10/2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités, exercées sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

Après une première demande formulée lors de la visite d'inspection du site d'Esserts-Blay le 26/11/2015, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 11/04/2018, de communiquer le dossier de cessation d'activité précisant les conditions de mise en sécurité de la partie du site précédemment exploitée sur La Bâthie. Après un arrêté de consignation du 19/09/2018, le dossier de cessation demandé nous a finalement été transmis le 14/02/2019.

La visite d'inspection du 31/01/2020 a conduit à mettre en demeure la société AXIA de remettre le mémoire de réhabilitation réglementaire, par arrêté du 16/03/2020.

En l'absence de mémoire, un arrêté de consignation de 20 000 € a été pris le 31/05/2021, suite à la visite du 2/03/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Procédure de cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite possible
Mémoire de réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 16/03/2020, article 1r et article R. 512-39-3 du code de l'E.	Amende administrative

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Observation
Usage futur	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 512-39-2	OUI

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure concernant la détermination de l'usage futur du site (après les activités industrielles liées aux déchets) a été menée par le préfet, mais aboutit à un désaccord. Ce point devra être discuté ultérieurement entre l'exploitant et la municipalité de La Bâthie.

S'agissant du mémoire de réhabilitation, exigé depuis 2020, sa remise est censée être imminente d'après les informations communiquées par l'exploitant. De nouvelles sanctions seront proposées si le mémoire n'est pas remis dans un délai de 15 jours, ou s'il ne comprend pas l'ensemble des éléments nécessaires.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité – Détermination de l'usage futur
Prescription contrôlée : Modalités de détermination de l'usage futur
Constats : Le dossier de cessation d'activité réalisé par l'exploitant en 2016 proposait un usage futur de type industriel. Ces formalités n'ayant pas été menées par l'exploitant, le préfet s'est substitué à ce dernier pour les consultations prévues par le code de l'environnement : par courriers du 31/05/2021, le préfet a consulté Mme le maire de La Bâthie et les deux propriétaires concernés (1 personne morale et 1 personne physique). Par délibération du 18/06/2021, qui nous a été communiquée par la mairie par courriel du 28/06/2021, le conseil municipal de La Bâthie a émis à l'unanimité un avis favorable sur le type d'usage proposé par l'exploitant, sauf pour 6 parcelles cadastrales pour lesquelles la municipalité souhaite que soit conservé un usage agricole conformément au PLU communal (approuvé le 02/03/2020).

Par courrier du 15/10/2021, la société AGIA ZANE, propriétaire de la majeure partie des terrains situés sur La Bâthie, a indiqué au préfet qu'elle acceptait la proposition de classement des terrains pour un usage industriel. Elle a toutefois demandé à ce que les travaux d'implantation d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines soient réalisés avec son accord, et en limite de site, afin de ne pas pénaliser son usage.

Observations :

La consultation prévue à l'article R. 512-39-2 a été réalisée. Il y a désaccord des parties au sens des articles L. 512-6-1 et R. 512-39-2. La mairie de la Bâthie souhaite un usage agricole pour certaines parcelles de l'ancien site industriel, mais n'a pas transmis de mémoire relatif à une incompatibilité manifeste d'usage entre la proposition de l'exploitant et le PLU. Ce point devra être discuté entre l'exploitant et la commune.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/03/2020, article 1er et article R. 512-39-3 du code de l'E.

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité – Mémoire de réhabilitation

Prescription contrôlée :

Transmettre sous 4 mois le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, précisant notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols pollués
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement impactées
- la surveillance à exercer en cas de besoin
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol.

Ce mémoire devra comprendre un diagnostic complémentaire et les propositions de mesures de gestion des pollutions (plan de gestion).

Constats :

Nous rappelons que, suite à notre visite d'inspection du 2/03/2021, l'exploitant nous a communiqué le même jour, par courrier électronique, le rapport daté du 13/10/20, rédigé par le bureau d'études Advice Environnement et intitulé "Prélèvements, mesures, observations et analyses de sols – Investigations complémentaires".

Ce rapport ne répondait pas aux obligations réglementaires édictées par le code de l'environnement et par l'arrêté de mise en demeure du 16/03/2020. Par suite, un arrêté de consignation a été pris à l'encontre de l'exploitant le 31/05/2021 (20 k€ correspondant à la réalisation du montant du mémoire de réhabilitation ; somme recouvrée par les services fiscaux en avril 2022).

La seule actualité de ce dossier avant la visite du 6/05/2022 était la consultation des archives DREAL par le bureau d'études Advice Environnement le 23/03/22, missionné par la société AXIA pour réaliser le mémoire de réhabilitation.

Le bureau d'études nous a adressé un courriel le matin même de l'inspection, le 6/05/2022, pour nous faire part d'un retard dans la production du mémoire, annoncé pour la fin mai.

Lors de la visite, l'exploitant nous a confirmé cette information.

Nous l'avons interrogé sur la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines, recommandée par le bureau Advice Environnement dans son rapport du 13/10/2020, mais qui semble n'avoir pas été mise en place (pas de piézomètres forés). L'exploitant n'a pas pu nous confirmer qu'elle était prévue.

Nous avons informé l'exploitant du projet de construction prévus par la société AGIA ZANE, propriétaire de la majeure partie des terrains situés sur La Bâthie, porté à notre connaissance par courriel du 2/05/2021.

Observations :

Au jour de rédaction du présent rapport, nous ne disposons toujours pas du mémoire demandé par l'arrêté de mise en demeure du 16/03/2020, devant proposer les mesures de réhabilitation des terrains et les modalités d'évaluation et de surveillance de la qualité des eaux souterraines, comme prévu par l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement. Le mémoire de réhabilitation doit prendre en compte le projet de construction prévu par le propriétaire.

Ce mémoire, exigé depuis 2020, devra nous être remis sous 15 jours. A défaut, et si le mémoire remis ne comprend pas l'ensemble des éléments nécessaires, nous proposerons à M. le préfet une sanction financière complémentaire (amende administrative).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet